ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

5me Circonscription - Péronne-Doullens

Richard MAZAUDET

Citoyennes, Citoyens,

Vous allez élire le 23 Novembre, les Députés qui vous représenteront à l'Assemblée Nationale de la Ve République.

Cette consultation intervient au lendemain de circonstances exceptionnelles, dont personne ne s'est dissimulé la gravité, car vous savez tous quels périls la France et le régime républicain ont couru au mois de Mai · la perspective effroyable de la guerre civile, du déchirement de l'unité nationale. Seul, le retour au pouvoir du Général de Gaulle, a permis d'éviter le pire.

« C'est de Gaulle ou la guerre civile », se sont écrié bon nombre d'hommes politiques qui, au milieu de leur impuissance et de leur désarroi oubliaient un peu vite qu'ils n'étaient rien d'autre que les artisans de la catastrophe que nous avons frôlée.

Ils faisaient ainsi l'aveu et la preuve de leur écrasante responsabilité.

Nous étions au bord de la guerre civile, c'est vrai, mais qu'avaient-ils tenté pour enrayer la menace ?

Car ce n'est pas d'un jour à l'autre que la France s'est trouvée plongée dans le chaos, et au bord du plus grand des malheurs.

Les causes profondes ? Treize ans d'incohérence, de confusion, d'anarchie, et surtout de mensonges, de promesses jamais tenues, une débauche effrénée de démagogie.

La démocratie parlementaire, telle qu'on la pratiquait, était une caricature. Nous étions le seul pays au monde où le Parlement siégeait et votait les lois les plus importantes, sans députés en séance. Des majorités de rencontre se formaient pour renverser les gouvernements, et ceux-là mêmes qui provoquaient les crises ministérielles — dont l'une, à l'Automne 1957 a duré trente-six jours — accordaient au successeur ce qu'ils avaient refusé au précédent ministère.

Des mœurs politiques déplorables, des méthodes de travail extravagantes, avaient peu à peu transformé le Palais-Bourbon en une espèce de jungle, où les « jeux du cirque » consistaient à assouvir des appétits et des ambitions personnelles dans le cadre de querelles d'hommes — et non de batailles d'idées — qui ressemblaient le plus souvent à des règlements de comptes, au milieu desquels l'intérêt national avait cessé de tenir la moindre place.

Malgré ses faiblesses et même ses tares, la Constitution de 1946, que le Parti Radical - Socialiste avait vigoureusement combattu par la voix du Président Herriot, n'est pas la principale responsable de la crise de régime et de la chute de la IVme République. **Car les institutions valent ce que valent les hommes chargés de les appliquer.**

La loi électorale — représentation proportionnelle — a contribué largement à la mort du « système ». Ce mode de scrutin, qui provoqua très vite le gouvernement d'Assemblée et la dictature des états-majors de partis, avait été préféré en 1945, au scrutin d'arrondissement à deux tours dont le Parti Radical-Socialiste fut longtemps le seul à réclamer avec force le rétablissement. C'est en effet le scrutin le plus clair, le plus populaire et le plus conforme au tempérament français.

C'est pourquoi le Parti Radical a exprimé sa reconnaissance au Général de Gaulle qui a consenti à rétablir le scrutin uninominal, à la suite d'une intervention pressante de M. FELIX GAILLARD, Président du Parti.

Mais plus que la Constitution de 1946, plus que la loi électorale néfaste, ce sont les hommes qui ont failli, qui ont laissé derrière eux, dans tous les domaines, un bilan désastreux.

Les partis politiques sont nécessaires au fonctionnement d'un régime démocratique ; mais ils étaient trop nombreux ; et on en a vu fleurir

récemment plusieurs nouveaux qui ne sont rien d'autres que des formations électorales soucieuses de profiter du courant populaire qui leur paraît le plus favorable. Le Parti Radical, quant à lui, s'honore d'être le plus vieux Parti de la République ; c'est sa fierté d'être un Parti de Gouvernement qui a toujours affronté avec courage l'impopularité quand l'intérêt national l'exigeait ; il a tenu à rester dans la ligne de ses fondateurs et de ses grands chefs : Gambetta, Clemenceau, Edouard Herriot, qui ont fondé et cimenté la démocratie en France.

Pour ma part, j'entends me montrer fidèle à cette grande tradition républicaine et, à une heure où la France se remet doucement de la violente secousse de ces derniers mois, il me parait plus que jamais impérieux de rompre avec les mensonges et les promesses sans lendemain.

Aussi, je me refuse à faire la moindre promesse.

Je laisse à d'autres, qui, hélas ! ne s'en priveront pas, le pénible « privilège » de promettre tout à tout le monde, en même temps.

Mais, je suis sûrs que les électeurs et les électrices, justement écœurés des boniments, répondront comme il convient, à tous les démagogues.

Car il n'est ni honnête, ni sérieux de promettre ce qu'on n'est pas assuré de tenir.

Dans la situation présente, où tant de graves problèmes vont exiger une solution, le devoir de celui qui brigue les suffrages des citoyens consiste à prendre l'engagement de faire tout le possible pour préserver les intérêts généraux de la France, en œuvrant de son mieux, en homme de bonne volonté.

CE SERA MON SEUL SOUCI : SERVIR LA FRANCE ET LA REPUBLIQUE. MAIS JE TIENS A RÉPÉTER QU'EN AUCUN CAS JE NE FERAI DE PROMESSES DESTINÉES TOUT SIMPLEMENT A GLANER DES VOIX EN TROMPANT LES ELECTEURS.

Appartenant depuis toujours au Parti Radical, je me suis vu confier l'honneur de mener la bataille dans la circonscription de Péronne-Doullens. *Investi à l'unanimité par la Fédération de la Somme, bénéficiant du soutien et de la confiance de vos élus :* **MM. GILBERT-JULES, Dr BOINET, Henry POTEZ, Kléber MOPTY, Raymond de WAZIÈRES, Paul LEJEUNE,** et de nombreux maires de la circonscription, je crois que le parrainage de tels hommes constitue la plus sûre des cautions.

La présence à mes côtés, en qualité de remplaçant éventuel, de mon ami **Jean-Claude BOUCHEND'HOMME,** jeune lui aussi et particulièrement estimé dans les milieux agricoles, suffira à prouver la volonté du Parti Radical de contribuer, avec des jeunes et des hommes nouveaux, au redressement national que nous souhaitons tous.

Faute de quoi, la France et la République, en faisant appel aux mauvais bergers d'hier, connaîtrait vite une crise infiniment plus grave qu'au moment du 13 Mai.

Comme le disait récemment le Général de Gaulle : « La France vit la dernière expérience du régime parlementaire ».

TACHONS DONC DE FAIRE PRENDRE UN BON DÉPART A LA Vme REPUBLIQUE, NÉE DU REFERENDUM QUI A TRADUIT NON SEULEMENT LA VOLONTÉ POPULAIRE DE CHANGER LES INSTITUTIONS, MAIS SURTOUT CELLE DE CHANGER LES HOMMES.

C'est pourquoi, j'ai confiance dans le jugement que vous rendrez le 23 Novembre, en condamnant la démagogie, les promesses et les mensonges.

VIVE LA FRANCE ! VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Richard MAZAUDET

(34 ans). -- Journaliste.
Secrétaire Général de la Fédération Radicale-Socialiste de la Somme ;
Membre de la Commission de Politique Industrielle, Commerciale et Artisanale du Parti Radical ;
Délégué pour la Somme du Comité Républicain du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture.

Remplaçant éventuel : **Jean-Claude BOUCHEND'HOMME**

(37 ans). - Docteur-Vétérinaire ;
Conseiller Général du Canton de Bray-sur-Somme.

CANDIDATS DU PARTI RÉPUBLICAIN RADICAL ET RADICAL SOCIALISTE ET DU RASSEMBLEMENT DES GAUCHES RÉPUBLICAINES

IMP. DES TABLETTES DE PÉRONNE 11-58